

COMMERCE ILLICITE

AL-SHABAAB

TRAFIC DE CHARBON DE BOIS



\$10M
PAR AN

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS



**NOTAMMENT À TRAVERS
LES MIGRATIONS**

CRIMINALITÉ MARITIME



07M
PAR AN

En 2019, Al-Shabaab continue d'être autonome sur le plan financier grâce à la diversification de ses sources de revenus, illustrée par la collecte d'impôts monétaires et non-monétaires. La constance des revenus du groupe lui permet le versement de salaire ainsi que la corruption de l'administration locale.

Cette autonomie financière et l'institutionnalisation des sources de revenus permettent d'appréhender la résilience du groupe. Au début de 2019, le groupe a paralysé le ravitaillement de grandes villes en fermant les voies d'accès à des zones contrôlées par le gouvernement, ce qui lui a permis d'accroître ses revenus, en augmentant ses taxes auprès des commerçants, des entités de transports publics et des organisations humanitaires. En mai 2019, les Shebabs sont parvenus à faire fermer le port de Mogadiscio durant six jours afin de renégocier les termes de leurs accords avec les entreprises extorquées. A la mi-novembre 2019, le groupe a publié un avis d'impôt foncier indiquant le montant que les ménages et les entreprises devaient verser au groupe tous les mois. Les Shebabs ont également détruit des tours de télécommunication et instauré l'obligation d'établir des rapports mensuels de conformité pour toutes les entreprises, dont Hormuud Telecommunication qui doit verser environ 200 000 USD par mois

En 2022, l'ONU estime que 25% des revenus d'Al-Shabaab serait destiné aux achats militaires.

Le groupe disposerait de 24 millions USD par an pour acheter des armes et des explosifs et gagnerait entre 50 et 100 millions USD par an, un chiffre revenu à la hausse en 2023, 100 à 150 millions. En 2024, les revenus du groupe sont estimés entre 100 et 200 millions USD par mois grâce à une nouvelle source : l'enregistrement des véhicules et la délivrance de plaque d'immatriculation dans les zones contrôlées par le groupe. Ainsi, 70% des recettes seraient destinés aux opérations et 30% aux investissements[3]. Le groupe parvient également à s'imposer dans des zones qu'il ne contrôle pas à l'instar de blocus d'une semaine imposé à la ville de Baidoa, juillet 2023